

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 15 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE

Chemin des cassagnes
30800 Saint-Gilles

Références : 2025-07-
Code AIOT : 0100005199

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE implanté Chemin des cassagnes Lieu-dit Etang de Foussargues Est 30800 Saint-Gilles.

La visite est réalisée pour contrôler la mise en conformité des points non conformes relevés lors de la visite du 14 janvier 2025, effectuée dans le cadre du récolement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2023-061-DREAL du 26 octobre 2023, autorisant l'exploitation de la déchetterie de Saint-Gilles-Général par la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE
- Chemin des cassagnes Lieu-dit Etang de Foussargues Est 30800 Saint-Gilles
- Code AIOT : 0100005199 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La nouvelle déchetterie de Saint-Gilles - Général est située Chemin des Cassagnes au lieu-dit « Etang de Foussargues Est » - 30800 Saint-Gilles. Elle est implantée à l'ouest de la zone urbaine de la commune de Saint-Gilles, sur les parcelles cadastrales

n°412 et 413 / section M sur une surface totale de 13 341 m².

Le site est entouré de parcelles agricoles cultivées. Les habitations les plus proches se situent dans un secteur résidentiel dense à environ 140 m à l'est des installations.

Son exploitation par la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole (CANIM) a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2023-061-DREAL du 26 octobre 2023, pour remplacer l'ancienne déchetterie de Saint-Gilles. Ouverte aux particuliers et aux professionnels, elle dessert principalement les communes de Saint-Gilles et de Générac.

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : Risque incendie | Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

- Lors de la visite, il a été constaté qu'un incident venait de se produire le jour même sur le site de la déchetterie: alors que la prestation de lavage et balayage venait de commencer, des flexibles de la balayeuse ont éclaté, entraînant le déversement de

produits polluants sur la voie de circulation à proximité de l'entrée, en face des compacteurs. L'exploitant a correctement géré les suites de cet incident, en déposant immédiatement de l'absorbant pour contenir le déversement, en sécurisant la zone par un balisage approprié et en fermant par précaution les vannes de sectionnement du réseau de collecte.

Un compte-rendu d'incident a été transmis à l'inspection par courriel en date du 08/07/2025, il indique qu'un prestataire est intervenu pour réparer la balayeuse sur place, que de l'absorbant a été complété jusqu'à la fermeture de la déchetterie à 12h et que les résidus d'absorbants souillés, réaspirés par la balayeuse seraient vidés dans une benne à part, qui serait reprise et transportée par la société ORIADMéditerranée, agréée ADR pour transport de matières dangereuses, pour être acheminée et traitée en filières spécifiques avec traçabilité par BSD. Au terme de l'opération de lavage de l'enrobé, les alvéoles qui avaient été ouvertes provisoirement en compensation de l'accès aux compacteurs rendu impossible par le véhicule en panne, ont été vidées et nettoyées de l'ensemble des déchets qui ont été rechargés dans les compacteurs.

L'incident a été consigné sur le registre sécurité de la déchetterie.

- Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé sur la déchetterie de Saint-Gilles en date du 25 juin 2025 conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre notamment de la rubrique 2710 de la nomenclature des ICPE. Le compte-rendu a été transmis à l'Inspection par courriel du 8 juillet 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.3	Demande d'action corrective	
2	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.5	Demande d'action corrective	
3	Collecte des déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Circulation et gestion des flux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1	Demande d'action corrective	
5	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'Inspection à constater que l'ensemble des points contrôlés sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2023-061-DREAL du 26 octobre 2023, autorisant l'exploitation de la déchetterie de Saint-Gilles-Général par la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.3				
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/01/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2025				
Prescription contrôlée :				
Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité maximale sur la zone de stockage	Hauteur des murs	Hauteur maximale de stockage
Plateforme principale	Déchets verts	1 610 m³	3,20 mètres	2 mètres
Plateforme secondaire	Déchets verts	105 m³	1,80 mètres	1,50 mètres
Local fermé au public	DDS	4,55 tonnes	/	/
Local fermé au public	DEEE	4,92 tonnes	/	/
Local libre accès	Flux spécifiques	2,05 tonnes	/	/
Local fermé au public	Bouteilles gaz - extincteurs	0,51 tonnes	/	/
Local	Réemploi	90 m³	/	/
Alvéole de stockage	Bois	68 m³	1,80 mètres	1,50 mètres
Alvéole de stockage	DEA	60 m³	1,80 mètres	1,50 mètres
Alvéole de stockage	Encombrants incinérables	60 m³	1,80 mètres	1,50 mètres
Bennes (+compacteurs)	Cartons / plastique	30 m³ par benne	/	/
Benne capotée	Pneus usagés	30 m³	/	/

La quantité et la hauteur de stockage des déchets combustibles dans les alvéoles et des déchets verts, tels que décrits dans l'étude de dangers sur la base des hypothèses prises en compte dans l'étude thermique jointe en annexe du dossier de demande et repris dans le tableau ci-avant, sont respectés en permanence.

A cet effet, une procédure de contrôle du respect de ces exigences est rédigée, un marquage au sol délimitant l'emprise des alvéoles de stockage et des plateformes de dépôt des déchets verts est réalisé et un contrôle visuel est mis œuvre périodiquement par l'exploitant.

L'alvéole de stockage des encombrants incinérables est séparée des alvéoles évolutives par l'alvéole des encombrants non-incinérables.

La plateforme principale de dépôt des déchets verts est délimitée par des murs REI 120 hauts de 3,20 m sur 3 côtés (fond nord-ouest et côtés ouest et Est). Un broyage est réalisé dès que le volume de déchets verts stockés atteint 70 % de la capacité totale de la plateforme.

La plateforme « tampon » de dépôt des déchets verts (« zone de secours DEV ») sert uniquement lors des campagnes de

broyage pour assurer la continuité des dépôts. En dehors de ces opérations de broyage, la plateforme « tampon » est hors service. Cette plateforme tampon est délimitée sur 3 côtés par des murs REI 120 de hauteur 1,80 m.

Constats :

Il a été fait les constats suivants :

- l'alvéole Mobilier n'accueille plus de déchets multi REP plastiques rigides et PVC; ces derniers sont stockés dans le compacteur prévu à cet effet ;
- une benne de 30 m³ pour la collecte des déchets de plâtre a été mise en place dans l'alvéole dédiée, ce qui présente l'avantage de confiner le déchet : il est pris note de cette solution alternative au dépôt au sol, sans conséquence sur l'organisation générale des stockages;
- l'alvéole prévue pour les incinérables accueille bien des incinérables;
- l'alvéole prévue pour les non-incinérables accueille bien ces déchets;
- les déchets de métaux sont stockés dans le compacteur dédié hors ceux qui n'y passent pas en raison de leurs dimensions (antennes, cuve de bétonnière,...), qui sont stockés dans l'une des alvéoles évolutives;
- les cartons sont stockés dans le compacteur dédié;
- les 2 alvéoles évolutives en face du bassin de rétention contenaient des métaux et des cartons lors de la visite, cette solution temporaire ayant été mise en place dans l'attente de la livraison des compacteurs; les déchets de carton et les déchets métalliques de faibles dimension ont été ensuite transférés dans les compacteurs dédiés le jour même, selon les clichés transmis;
- les souches d'arbre et les déchets de bois ont été transférés dans l'alvéole bois prévue à cet effet;
- la benne capotée prévue pour les pneus est en place et les 2 bennes capotées pour la laine de roche et la laine de verre sont positionnées dans l'enceinte de l'alvéole des gravats secondaires;
- un marquage au sol délimite clairement les limites de stockage des alvéoles et des plateformes de dépôt des déchets verts;
- le polystyrène combustible est stocké dans un compacteur dédié;
- une ligne jaune a été peinte sur les murs entourant chacune des alvéoles de stockage pour matérialiser la hauteur maximale de stockage autorisée (1,50 m).


L'organisation et la délimitation des stockages des déchets non dangereux sont conformes aux dispositions de l'article 6.1.3. de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023 susvisé.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/01/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Les véhicules de secours accèdent au site par l'entrée principale du site (entrée Usagers).</p> <p>Les voiries du site sont conçues pour permettre la circulation des engins de secours (girations, structures de voirie).</p> <p>Un stationnement réservé au service d'incendie et de secours (aire d'aspiration), de dimensions 4 x 8 m, est matérialisé avec un zébra jaune devant la citerne incendie, à proximité du poteau d'aspiration de couleur bleue, conforme à la fiche technique N° 1 du RDDECI. L'aire d'aspiration est conforme à la fiche technique N° 6 du même règlement.</p> <p>La vanne d'isolement du bassin de rétention placée sous regard fait l'objet d'un panneauage et d'une privatisation du stationnement sur le regard de visite. Par ailleurs la clef permettant sa mise en œuvre demeure en permanence accessible aux services d'Incendie et de Secours.</p> <p>Les RIA font l'objet en lieu et place de leurs emplacements projetés :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un panneauage spécifique et conforme ;- de marquage au sol et panneauage visant à privatiser leurs accès dans leurs proximités directes (2 m²).
Constats : <p>Il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- les 2 RIA positionnés de part et d'autre de la plateforme principale de dépôt et broyage des déchets verts font l'objet d'un panneauage spécifique de couleur rouge signalant leur présence et d'un accès réservé aux pompiers, matérialisé par un marquage au sol (zébra jaune) et un panneau d'interdiction de s'arrêter devant chaque RIA,- lors de la visite, la vanne d'isolement du bassin de rétention placée sous regard faisait l'objet d'un panneauage rouge signalant sa présence mais d'aucune privatisation du stationnement ; l'exploitant a mis en place un accès réservé aux pompiers matérialisé par un marquage au sol (zébra jaune) et un panneau d'interdiction de s'arrêter devant le portillon d'accès à la vanne dans les jours qui ont suivi, selon le cliché transmis en date du 08/07/2025.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Collecte des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/01/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025
Prescription contrôlée : <p>La déchetterie est conçue entièrement « à plat » et comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- Des locaux de construction « traditionnelle » :<ul style="list-style-type: none">• un local agents de 40 m² (bureau, sanitaire, coin cuisine) ;• un local pour le Réemploi de 60 m² ;• un local réservé aux Déchets d'Équipements Electriques et Electroniques (DEEE) de 60 m² ;• un local réservé aux Déchets Diffus Spécifiques (DDS) de 60 m² ;• un auvent réservé au dépôt des Déchets Ménagers Spécifiques (DMS) de 30 m², abritant une cuve à huiles minérales usagées double peau avec rétention intégrée de 1400 l ;• un local réservé aux bouteilles de gaz et extincteurs usagés de 8,30 m² ;• un local réservé aux déchets d'amiante lié d'une superficie de 15 m².- Un emplacement pour 6 colonnes aériennes d'apport volontaire hors sol destinés à la collecte du verre, des journaux-revues-magazines (JMR) et du textile (TLC) ;- 3 emplacements pour des caissons-compacteurs automatisés de capacité unitaire 30 m³ (cartons, métaux, plastique) ;- 9 casiers de dépôt de plain-pied des déchets non dangereux (DND) délimités par des murs béton :<ul style="list-style-type: none">• 1 alvéole pour les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) (40 m²) + 1 benne à proximité (30 m³) ;• 1 alvéole pour le BOIS (45 m²) ;• 1 alvéole pour le PLACO-PLATRE (30m²) + benne à proximité (15 m³) ;• 1 alvéole pour les encombrants INCINERABLES (40 m²) ;• 1 alvéole pour les encombrants NON INCINERABLES (25 m²) ;• 4 alvéoles pour mise en place de nouvelles filières (25 m²/alvéole).- Une plateforme de dépôt et broyage des végétaux de 805 m², délimitée par 3 murs périphériques en béton ;- Une plateforme « secours » de 70 m² pour les végétaux durant les opérations de broyage ;- Une plateforme pour le dépôt de plain-pied des gravats scindée en 2 casiers (70 m² + 53 m²) ;- Un emplacement pour une benne de collecte des pneus (benne capotée de 30 m³). <p>Gestion des déchets verts :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Plateforme principale :</u> <p>Les déchets verts sont déposés de plain-pied sur une plateforme de superficie 805 m². La plateforme est conçue d'un seul tenant, sans cloison de séparation intermédiaire. Les dimensions de la plateforme sont (longueur x profondeur) : 58 m x 14 m.</p> <p>La hauteur maximale de stockage est de 2,00 m pour une hauteur de murs de 3,20 m sur les 3 côtés (fond et côtés).</p> <p>Une voie de stationnement de largeur 2,50 m est aménagée le long de la plateforme pour un déchargement par les usagers sans gêne sur le reste de la circulation de la déchetterie. Cette voie sert également au stationnement des engins de broyage.</p> <p>Les opérations de broyage s'effectuent sur site avec l'intervention d'un broyeur mobile pendant les heures d'ouverture de la déchetterie. Durant ces opérations, l'accès à la plateforme est condamné par un dispositif type chaînette ou filet mis en</p>

place par l'exploitant.

Une campagne de broyage est effectuée a minima une fois par mois. Lorsque l'aire de stockage est remplie à 70% de sa capacité, une demande d'intervention est réalisée pour procéder au broyage et à l'évacuation des déchets.

Lors des opérations de broyage, le broyeur est positionné sur une aire dédiée et sécurisée, afin de laisser l'aire de manœuvre libre. L'évacuation des déchets broyés vers un site de compostage est alors immédiate - les rotations de bennes se font 2 par 2 au fur et à mesure de leur remplissage.

-Plateforme secondaire :

Une plateforme secondaire est aménagée face à la plateforme principale DEV de superficie 70 m².

La plateforme est conçue d'un seul tenant, sans cloison de séparation intermédiaire. Les dimensions de la plateforme sont (longueur x profondeur) : 15 m x 4,5 m. Elle est délimitée par des murs de hauteur 1,80 m pour une hauteur maximale de stockage 1,50 m.

Cette plateforme « tampon » sert uniquement lors des campagnes de broyage pour assurer la continuité des dépôts.

En dehors des opérations de broyage, la plateforme « tampon » est hors service.

[...]

Gestion des gravats :

Les gravats sont déposés de plain-pied sur une plateforme compartimentée, de superficie totale 123 m². La plateforme est compartimentée en 2 casiers distincts afin d'assurer une continuité du dépôt lors du vidage de l'un des casiers.

Les superficies des casiers sont :

- 1 casier de 50 m² - dimensions (longueur x profondeur) : 8 m x 6 m
- 1 casier de 73 m² - dimensions (longueur x profondeur) : 15 m x 4,5 m.

Les hauteurs atteintes par les tas de gravats sont limitées à 1,10 m. Les murs alvéolaires étant composés de blocs béton préfabriqués de dimensions standard 0,60 x 0,60 (ép. x h.), la hauteur des murs est de 1,80 m (3 rangées de blocs 60 cm).

Le vidage des gravats et le chargement des bennes situées à proximité s'effectue par chargeur depuis le devant des casiers.

L'accès usagers est condamné au public pendant les opérations de vidage.

La continuité des dépôts est assurée par la présence du second casier accolé.

Constats :

Il a été fait les constats suivants :

- les différents types de déchets dangereux et non dangereux sont correctement stockés dans les locaux et les alvéoles qui leur sont dédiés ;
- 3 caissons-compacteurs automatisés de capacité unitaire 30 m³ (cartons, métaux, plastique) ont été mis en place sur les emplacements réservés ;
- la plateforme principale de stockage des déchets verts n'était remplie qu'à 50% de sa capacité et la plateforme secondaire "tampon" était vide ; une ligne de couleur jaune a été peinte sur le mur entourant les trois côtés de ces deux plateformes pour matérialiser la hauteur maximale de stockage autorisée des déchets verts (à 2 m sur la plateforme principale et 1,50 m sur la plateforme secondaire). Lors de la visite, quelques branchages stockés sur la plateforme principale dépassaient néanmoins légèrement cette ligne, l'exploitant a rappelé cette interdiction à son prestataire.
- 1 alvéole pour le PLACO-PLATRE (30m²) est présente mais les déchets de plâtre ne sont déposés que dans une benne de 15 m³ entreposée dans l'alvéole pour assurer leur confinement ;
- la plateforme des gravats est compartimentée en 2 casiers distincts; 2 bennes spécifiques pour la collecte de la laine de roche et la laine de verre sont entreposées dans le 2nd casier des gravats ;
- 2 des 4 alvéoles évolutives de 25 m² sont occupées par des déchets des REP "Ecomaison", "Articles de bricolage et de jardin" et "Articles de sport et de loisir"; une 3ème a été libérée des déchets de carton qui l'occupaient temporairement avant la réception des compacteurs et la 4ème est dédiée aux métaux qui ne passent pas au compacteur.

La répartition des stockages des différents types de déchets a été mise en conformité avec les plans du dossier de demande et les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à respecter la hauteur maximale autorisée pour le stockage des déchets verts afin de limiter les risques de propagation d'incendie à l'extérieur via la haie limitrophe.

Ce point fera l'objet d'un contrôle systématique lors des prochaines visites de l'Inspection.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Circulation et gestion des flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/01/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Le respect du principe de séparation des flux est assuré de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- La zone centrale est exclusivement réservée aux camions de reprise des déchets (dépose et reprise des bennes de collecte, camions grue pour rechargement au grappin des alvéoles, reprise des PAV). Pour ces prestataires, un accès PL spécifique est prévu (entrée/sortie communes) avec un portail automatisé pour atteindre la plateforme centrale d'exploitation.Les usagers ne sont pas autorisés à circuler sur la zone centrale. Cette interdiction est affichée clairement à l'entrée de la zone.- La zone périphérique est réservée en priorité aux usagers du site (véhicules de PTAC < 3,5 t), suivant un sens unidirectionnel de marche avant.La circulation des engins d'exploitation sur les voies de la zone périphérique concerne les opérations suivantes sous les conditions précisées ci-après:<ul style="list-style-type: none">• tassage des déchets au sein des alvéoles :<ul style="list-style-type: none">◦ l'exploitant procède au tassage des déchets déposés dans les alvéoles en dehors des périodes d'ouverture de la déchetterie (avant 8h30, entre 12h00 et 13h30, après 17h30).◦ vidage des gravats et remplissage des bennes affectées ;• broyage et évacuation des déchets verts :<ul style="list-style-type: none">◦ le broyage intervient du lundi au vendredi (hors week-ends et jours fériés) ;• reprise des DEEE, DDS, REEMPLOI, amiante lié, huiles, bouteilles de gaz et extincteurs usagés :<ul style="list-style-type: none">◦ l'accès aux locaux est condamné temporairement par l'exploitant durant les opérations de reprise par le prestataire concerné ;◦ la zone momentanément occupée par le prestataire en charge de la reprise est balisée par des plots lestés et suffisamment large pour permettre la circulation et la manœuvre d'un transpalette (selon déchets à reprendre). <p>De manière générale, les mesures d'évitement suivantes sont prises sur la déchetterie :</p> <ul style="list-style-type: none">- limitation de la vitesse des véhicules à 10km/h ;- l'accès aux usagers est condamné pendant les opérations de vidage ;- un plan de circulation est affiché à l'entrée du site, avec identification des filières ;- une signalétique horizontale et verticale est mise en place pour guider les usagers dans leur déplacement à travers la déchetterie ;- l'éclairage est assuré sur l'ensemble du site. <p>La circulation des usagers s'effectue sur trois voies de circulation:</p> <ul style="list-style-type: none">- une voie principale centrale de largeur 2,50m ;- une à deux voies secondaires aménagées de part et d'autre de la voie principale de largeur 2,50m. <p>Les voies secondaires servent principalement pour le stationnement des usagers au droit des zones de stockage.</p>

Les zones de circulation piétonne sont signalées et protégées.

Pour les usagers sans badge, une voie de retournement est aménagée à l'entrée du site.

Reprise et évacuation des déchets :

Un engin d'exploitation (chargeur, chariot télescopique) est présent sur site en permanence.

Une aire de stationnement réservée à l'engin d'exploitation est aménagée sur la plateforme centrale d'exploitation (à l'arrière des casiers gravats). Ses dimensions sont 5x10m. L'aire de stationnement est clairement identifiée sur les plans et sur le site (signalétique, balises).

Constats :

Il a été fait les constats suivants:

- L'accès à la zone centrale de service est réservée aux camions de reprise des déchets; son périmètre est clairement délimité par un marquage au sol (ligne rouge) et des chaînes tendues au niveau des passages entre les alvéoles de dépôts.
- L'interdiction d'accès à cette aire pour les usagers est affichée clairement au niveau des différents accès à la zone par des panneaux accrochés à la chaîne tendue en travers.
- Pour les prestataires de reprise des déchets et l'exploitation, un accès PL spécifique est mis en place (entrée/sortie communes) avec un portail automatisé pour atteindre la plateforme centrale d'exploitation.
- Un plan de circulation est affiché à l'entrée du site (au niveau de la barrière), avec identification des différentes filières.
- Une signalétique horizontale (flèches) et verticale (panneaux de signalisation) a été mise en place pour guider les usagers dans leur déplacement à travers la déchetterie.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Registre des déchets sortants


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/01/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations listées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Un registre des déchets sortants a été mis en place et a pu être consulté depuis le poste informatique de la déchetterie. Ce registre comporte l'ensemble des informations requises à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, pour la période du 01/01/2025 au 30/06/2025 présentée (à jour).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 1 Organisation des stockages



Compacteurs cartons et métaux mis en place